



PRé



POUR UNE RÉPUBLIQUE ÉCOLOGIQUE

NEWSLETTER n°2

Jeudi 6 janvier 2011

Sommaire

- P2 à 4** **L'édito de Guillaume Vuilletet, Président du Pré**
- P4 à 8** **Article – MEDIATOR : la pilule ne passera plus.**
- P8 à 10** **Revue de presse**
- P10** **Agenda prévisionnel**
- P11** **Bulletin d'adhésion**
-

L'édito de Guillaume Vuilletet, Président du Pré

2011 : faire de l'écologie politique un projet de gouvernement

C'est curieux comme les vœux qui s'égrènent le long de ces premières semaines de 2011 ne parlent que de 2012. Pauvre année 2011 qui va vite apparaître comme une parenthèse avant... avant quoi d'ailleurs?

Certes dans un pays comme le notre, l'élection présidentielle est cardinale. La réforme du quinquennat en a encore renforcé l'intensité dramatique puisque la juxtaposition des dates et des durées entre le mandat présidentiel et le mandat législatif fait que l'ensemble de l'architecture du pouvoir s'établit pour cinq ans.

Mais cette envie de passer 2011 par profit et perte, comme si rien d'utile ne pouvait sortir des 12 prochains mois témoigne sans doute de quelque chose de bien plus profond que l'impatience d'en découdre pour une campagne électorale majeure qui n'a d'ailleurs pas toujours suscité tant de passion, en tous cas pas si tôt.

Il y a comme un sentiment d'étouffement, de nausée qui découle du regard que l'on peut porter sur la situation. Cette société semble littéralement se disloquer sous nos yeux avec un défilé d'injustices, de gâchis, d'inconséquences, et même parfois obscénité.

Toute honte bue, la crise libérale a été payée par les États et donc au prix d'une restriction de l'action publique. Dans notre pays elle est doublée d'une réforme territoriale qui vise à couper les vivres des collectivités locales jusqu'à poser la question de leur utilité. La transparence sanitaire ne sert qu'à dénombrer les victimes. Enfin, l'Italie l'emporte tout de même au finish dans la course à l'obscénité politique devant la France mais on note un net resserrement du peloton.

Signe des temps peut être, la première rétrospective de l'année 2010 a été consacrée à la suite de catastrophes environnementales et sanitaires qu'elle a vu passer. Tout cela a été présenté sous l'angle d'une fatalité voire d'une punition des méfaits humains sur la nature. Certes, Cancun a un peu réparé l'effet désastreux de Copenhague mais c'est loin d'être à la hauteur.

Dans la sinistrose ambiance, les démarches qui consistent à élaborer les solutions paraissent hors du temps. Et pour cause. La droite de Nicolas Sarkozy a épuisé tous ses artifices et elle n'a même plus les moyens de son entreprise de démolition d'un édifice républicain qui ne va pas fort, il est vrai.

Le PS a sorti une compilation de ses propositions des

vingt dernières années qui doit faire office de projet. Il n'y a que Manuel Valls pour sortir le parti de sa torpeur par un débat assez surréaliste. Le plan B au compromis social démocrate n'est pas encore inventé de ce côté là.

Alors, dans ce contexte, 2012 devient une forme d'oasis temporelle, sur le thème de « il se passera bien quelque chose! ».... ou pas... ou pire.

Il ne suffira pas d'être exaspéré à en vomir de la Sarkozie sénescence pour qu'elle se vaporise en 2012. Si un projet alternatif crédible n'émerge pas, alors nos concitoyens préféreront continuer à détester leur président qu'à confier les rênes du pouvoir à une coalition sans crédibilité. Évidemment écrire cela ne fait pas justice au pire : l'émergence d'une nouvelle génération de l'extrême droite. Nous en connaissons la forme politique, plus avide de pouvoir que de valeur réactionnaire avec Marine Le Pen. Nous la discernons peut être moins – et nous avons tort- dans les revendications communautaristes, qu'elles soient ethniques ou religieuses. Les valeurs que défendent ces groupes, inégalitaires, intolérantes, sexistes, anti-démocratiques les situent assez facilement sur l'échiquier politique réel.

Mais le pire n'est jamais certain. La panne de la gauche social-démocrate ne veut pas dire que ce pays n'est pas en mesure de penser un projet et de le soutenir.

Le pari que nous avons collectivement porté pour

créer notre association, le Pré, c'est que le plan B au libéralisme financier qui nous a mené dans le mur, n'est ni dans la fuite en avant destructrice de la droite ni dans le énième réaménagement social-démocrate du système. Il en dans la prise en compte globale des dimensions sociales, environnementales et celles de la souveraineté démocratique. C'est pour cela que nous pensons nécessaire la fusion des valeurs républicaines et des perspectives environnementales.

Nous n'avons pas créé le Pré pour qu'il soit un havre de paix et de réflexion sympathique dans la tourmente mais s'il est dans les faits, à la lumière de nos premières rencontres, un lieu serein et véritablement très agréable d'échange et de convivialité politique. C'est un lieu d'implication auquel participent des militants et – pour ma plus grande fierté – des amis qui connaissent là leur premier engagement. C'est un outil de citoyenneté qui doit nous nourrir pour porter les valeurs de la République au sein de l'écologie politique.

Certain d'entre nous – dont moi d'ailleurs – on conclut de cet usage leur adhésion au rassemblement « Europe Ecologie Les Verts ».

C'est une expérience parfois un peu déroutante mais qui confirme le sens de notre action : nous sommes utiles dès lors que notre participation au débat permet de faire le lien entre la démarche écologiste et les valeurs républicaines. Nous sommes utiles dès lors

que notre définition de l'action publique qui consiste à changer effectivement le réel, permet de concrétiser la démarche de l'écologie politique.

Le plan B de 2012 peut venir de l'écologie politique. Celle-ci a fait apparaître l'expression heureuse de la transition écologique de l'économie. C'est un des éléments d'une autre transition, celle de l'écologie politique vers une pratique et un projet de gouvernement.

Ce que nous faisons dans le Pré, c'est aussi – à notre modeste mais significatif niveau – nourrir cette démarche. Nous aiderons ainsi autant ceux d'entre nous qui ont franchi le pas de l'adhésion à EELV, qu'à ceux qui sont ailleurs à gauche, ou tout simplement

inscrit dans la vie civique de notre société.

Le bonheur est dans le Pré – c'est déjà vrai de l'agrément de nos rencontres – il peut venir du Pré – en tous cas en partie. L'année 2011 doit être pour nous celle qui nous permet de préparer une contribution forte au projet de gouvernement de l'écologie politique et de la porter là où ce sera utile! Pas vraiment une parenthèse mais plutôt une année de travail et d'implication.

Bonne année donc!

Article - MEDIATOR : la pilule ne passera plus.

L'équation chimique du Médiateur, le médicament au cœur du dernier scandale sanitaire dont la France a le secret, est finalement très simple : prenez une molécule dangereuse, dérivez-là, enrobez-là pour mieux la faire glisser, puis prescrivez largement. Le résultat ? Des millions d'euros de gain, des milliers d'hospitalisations et 500 à 2500 morts selon les différentes estimations. Dans cette simple équation, se cache encore une inconnue de taille, le fameux X, le point d'interrogation, le responsable de cette effroyable recette pharmaceutique. Mais qui est-il ? Où plutôt qui sont-ils ?

De sa fabrication à sa prescription, la chaîne du médicament compte de nombreux acteurs privés et publics qui peuvent chacun être responsable. Le

premier auquel on peut légitimement penser est le laboratoire. C'est l'auteur du fameux produit, le Benfluorex ou Mediator de son nom commercial, un

médicament destiné aux diabétiques en surpoids mis au point par le laboratoire Servier en 1976. C'est ce laboratoire qui a décidé de créer un traitement à partir d'une molécule dangereuse et tout bon chimiste vous dira qu'un dérivé peut être totalement inoffensif. Sauf que si vous développez un tel produit, vous savez qu'il faudra plus de données, plus de tests pour prouver que votre nouvelle molécule est elle totalement inoffensive. Des effets secondaires graves et mortels incontestables révélés aujourd'hui ne nous offrent que deux conclusions possibles : soit le médicament a été mal testé, soit, et cela serait bien plus grave, l'ensemble des résultats n'a pas été porté à la connaissance des autorités sanitaires. Simple hypothèse.

Le deuxième et immédiat acteur dans cette chaîne est l'état, représenté par le très opaque terme des « autorités sanitaires ». Concernant le Médiator, et sachant qu'il était dérivé d'une molécule dangereuse, on se demande comment elles on pu passer à côté de la toxicité de ce médicament, alors que des pays voisins ne l'ont pas autorisé sur leur sol. On se demande qui sont les individus qui évaluent les dossiers ? Sont-ils vraiment indépendants ? Ont-ils vraiment la compétence ? Ont-ils aussi les moyens de contrôler ce que leur présentent les industriels ? S'agit-il de connivence ou de négligence ? La question est grave, surtout lorsqu'il est de notoriété publique que Servier, le 2^e groupe pharmaceutique français après Sanofi, travaille très étroitement avec l'INSERM

(Institut National de la Recherche Médicale) et le CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique).

Malgré des signes, qui *a posteriori* semblent évidents, les fameuses autorités sanitaires ont approuvé la commercialisation du Médiator. C'est donc logiquement et en toute confiance que les médecins prescrivent le médicament à leurs patients diabétiques en surpoids pour maîtriser leur surcharge pondérale : c'est ce que dit la notice. Le médiator est d'ailleurs un vrai succès, prescrit très largement, non qu'il soit révolutionnaire, rappelons qu'il ne guérit pas le diabète, mais sans doute parce que de nombreuses publicités parviennent jusqu'aux médecins et que de larges cohortes de « visiteurs médicaux », les VRP de l'industrie pharmaceutique, se montrent convaincants ou convaincantes. De nos jours, un médecin généraliste peut recevoir jusqu'à 15 visites par semaine. Heureusement que les gratifications directes faites un temps aux médecins ont été interdites ! Mais le hic dans l'histoire, c'est que les prescripteurs ont élargit la cible du médicament et l'ont prescrit comme coupe-faim au tout venant. Résultat : le Médiator aurait été utilisé par 5 millions de personnes, dont 2,9 millions qui l'aurait pris pendant plus de 3 mois. Que s'est-il donc passé ? Sont-ce les médecins qui ont décidés d'en faire un médicament de régime général ? Est-ce le laboratoire ? Qui a donc décidé de sortir le médicament de sa classe d'origine et sur la base de quelles études ? Retour à la case départ.

L'un des autres acteurs de cette chaîne que l'on oublie bien souvent est le temps qui passe. Seul le temps permet d'observer sur des patients le véritable effet des médicaments. Les études cliniques préalables à la mise sur le marché d'une nouvelle substance sont terriblement courtes –quelques années au mieux – au regard des décennies où celle-ci sera ingérée. Or les effets secondaires du Médiator, qui existe depuis des années 70, auraient été remarqués bien avant 2009, date de son interdiction en France. Des médecins auraient signalé il y a des années de cela les risques d'hospitalisation, et certains se sont même alertés sur l'utilisation du Médiator comme coupe faim dans la population non diabétique. L'enquête en cours éclaircira ces aspects, mais on ne peut s'empêcher de constater qu'à l'ère de la toute puissance de l'information et de la communication, certaines données et non des plus futiles circulent mal. Avec l'informatisation et notre système de couverture sociale nous avons pourtant tous les outils nécessaires à disposition pour que les médecins reportent les effets secondaires de tout traitement sur leurs patients, tout comme leur réelle efficacité.

Le problème, c'est qu'au bout de cette chaîne complexe, se retrouve le patient. Nous souhaitons tous croire qu'avec une pilule -ou plutôt 30 aujourd'hui- tous nos problèmes vont s'envoler comme par miracle. Mais nous n'avons pas la compétence pour juger de cela. Celui qui doit savoir,

c'est le laboratoire, l'autorité de contrôle, le médecin... mais pas le patient.

Enfin n'oublions pas le contribuable qui est aussi une victime muette de ce scandale sanitaire mais également financier. Car ce fameux Médiator est remboursé par l'Assurance maladie et les complémentaires santé. Entre 1999 et 2009 elles auraient déboursé respectivement 325 et 99 millions d'euros pour ce coupe-faim-coupe-cigare qui permet au groupe Servier d'afficher un superbe 3,6 milliard d'euros de chiffre d'affaire pour l'année 2009. De quoi avoir l'appétit coupé, lorsque l'on connaît le niveau du déficit de notre sécurité sociale, un appétit qui reviendra peut-être si la promesse que vient de faire l'Assurance Maladie de poursuivre le laboratoire est tenue.

Sur « l'affaire Médiator », l'enquête nous dira peut-être qui sont les véritables responsables. Mais pour les autres ? Pour tous ces médicaments à la douteuse efficacité dont la plupart sont également remboursés par la sécurité sociale et dont on gave les français dans la plus grande banalité : que faire ? Peut-on être sûrs que ne se cachent pas dans ce pilulier géant d'autres Médiators ? Ne nous leurrions pas, cela fait des décennies que les industries pharmaceutiques n'ont pas produit un seul médicament qui vous ôte une maladie. A part quelques rares thérapies anticancer, ou la trithérapie dans le cas du VIH - qui ne guérit pas mais permet de vivre plus de 20 ans

avec le virus - il n'y a pas eu de nouvelles molécules performantes mises sur le marché depuis 30 ans. Il est vrai que la recherche peine à trouver des solutions aussi radicales que la pénicilline, ou de nouveaux vaccins qui éradique une maladie infectieuse aussi grave que la variole en leur temps. Mais plus on diminue les crédits de la recherche publique, moins l'on explorera de pistes. Il ne faut pas croire que la recherche soit développée par l'industrie pharmaceutique, l'industrie est là pour développer des produits qu'elle pourra vendre à des millions d'exemplaires. Exit les maladies rares, ça ne rapporte pas. Mais adieu aussi aux traitements radicaux car ça ne rapporte pas non plus. Nous sommes entrés dans l'ère du médicament de confort. Ce médicament qui vous fait vivre plus longtemps avec votre maladie, et qui pourra être votre fidèle compagnon des décennies durant. Tout cela ne serait pas tant dérangeant si cela ne concernait pas des produits de santé, et donc notre santé. Et cette donnée là fait de l'industrie pharmaceutique une industrie à part, mais une industrie tout de même qui se trouve dans une logique de profit à court terme, et qui n'est plus là pour développer des molécules sur 20 à 30 ans pour guérir une maladie. De nombreuses molécules de santé sont mises sur le marché régulièrement, avec l'accord des autorités sanitaires, souvent remboursées par la sécurité sociale, puis des visiteurs médicaux envoyés par les industries pharmaceutiques démarchent les médecins dans leurs cabinets, font la promotion de leurs produits, et les médecins les

prescrivent à leurs patients. Voilà le système existant, un système qui n'empêche visiblement pas un « Médiator » de voir le jour, et qui place les français parmi les meilleurs consommateurs de médicaments au monde, substances dont on sait si peu au final.

Les niveaux d'exigence ne sont plus satisfaisants. Le système est à revoir urgemment. Rappelons-nous de l'épisode du vaccin contre la grippe AH1N1. Pour produire un vaccin, essais cliniques compris, il faut au minimum 6 mois. La France a passé des contrats avec l'industrie pharmaceutique pour ses fameuses 90 millions de doses, avec un délai de production de 3 mois. Il y a donc des étapes qui ont sauté, subitement considérées comme négligeables. Avec un tel arrangement, les industriels n'ont pas voulu endosser la responsabilité et s'il y avait eu des effets secondaires c'est le gouvernement français qui aurait été responsable. L'accord est de notoriété publique et peu s'en sont indignés. Un médicament n'est pas un produit anodin, et à ce titre l'industrie de la santé n'est pas une industrie comme les autres. Quand au coût environnemental de toute cette chimie que l'on ingère et qui finit dans la nature, il n'est tout simplement pas abordé.

Il est urgent de prendre bien plus au sérieux ces pilules que l'on nous fait avaler, et pas seulement, il faut étendre la vigilance à tous ces produits chimiques qui se baladent dans la nature, et qui n'étant pas des produits de santé ne sont soumis du coup à aucun

contrôle. Et là c'est peut-être bien plus grave. Rappelons-nous le cas de l'amiante. Eveillons nous sur les problèmes actuels de Bisphénol A, de benzène, et de tous ces composés présents dans les produits de consommation courante et que l'on sait toxiques pour l'homme. Alertons-nous sur les nanoparticules, présentes déjà partout sans qu'aucun test de toxicité sur l'homme ou notre environnement n'ait été demandé, et qui peuvent se loger n'importe où dans le corps humain y compris le cerveau. Surtout gardons en tête la phrase de Paralcèse : « Rien n'est poison, tout est poison : seule la dose fait le poison ». Lire la notice ne suffit pas.

Enfin n'oublions pas les cotisants et les contribuables qui sont aussi des victimes muettes de ce scandale sanitaire mais également financier. Car ce fameux Médiateur est remboursé par l'Assurance maladie et les complémentaires santé. Entre 1999 et 2009 elles auraient déboursé respectivement 325 et 99 millions d'euros pour ce coupe-faim-coupe-cigare qui permet au groupe Servier d'afficher un superbe 3,6 milliard d'euros de chiffre d'affaire pour l'année 2009. De quoi avoir l'appétit coupé, lorsque l'on connaît le niveau du déficit de notre sécurité sociale, un appétit qui reviendra peut-être si la promesse que vient de faire l'Assurance Maladie de poursuivre le laboratoire est tenue.

Revue de presse

1. International et Europe

- **La Chine réduit ses exportations de terres rares pour début 2011**

Source : LEMONDE.FR avec Reuters - 28/12/10

La Chine n'a pas de pétrole mais elle a des terres rares. Et comme l'or noir, ces minerais très recherchés dans les technologies de pointe (voitures hybrides, énergies renouvelables, électronique et armement) sont une source de tensions entre pays. Dernier rebondissement en date, la Chine a décidé de réduire de plus de 10 % les quotas de ses exportations pour l'année prochaine malgré la menace des Etats-Unis de porter plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce. [Lire la suite](#) ; **Lire aussi** : [La compétition pour les minerais rares est une source de conflits majeurs](#)

- **La Chine contrôle plus de 7% de la dette publique totale de la zone euro**

Source : La Tribune.fr - 05/01/2011

A force de voir la Chine jouer le rôle de prêteur en dernier ressort des pays de la zone euro pris à la gorge, une interrogation majeure pour l'avenir politique de l'Europe émerge: quelle est notre dépendance financière à l'égard de la Chine ? [Lire la suite](#)

2. Politique

- **Les écolos et 2012**

Source : libération.fr - 23/12/2010

Gabriel COHN BENDIT expose les conditions d'une candidature écologiste en 2012 et présente brièvement ce sur quoi devrait porter un accord avec le PS. [Lire l'article](#)

3. Expériences locales

- **Six collectivités veulent interdire les véhicules polluants dans le centre des villes**

Source : LEMONDE.FR avec AFP - 28/12/10

D'ici quelques années, les véhicules émettant trop de CO₂ et de particules fines capables de pénétrer les voies respiratoires pourraient se voir refuser l'accès au centre de certaines villes. Six collectivités (Grand Lyon, Grenoble-Alpes Métropole, Clermont Communauté, Pays d'Aix, Plaine Commune (Saint-Denis) et Paris) vont en effet expérimenter, à partir de 2012, des "zones d'action prioritaires pour l'air" (ZAPA) dont l'accès sera limité voire interdit aux véhicules les plus polluants. [Lire la suite](#)

4. Idées /Cultures

- **Les 5 préceptes d'*Indignez-vous* de Stéphane Hessel**

Source : L'EXPRESS.fr

C'est le best-seller de la fin de l'année 2010. [Indignez-vous](#), de l'ancien résistant Stéphane Hessel, s'est vendu à plus de 300 000 exemplaires (Source Edistat). Quelles sont les raisons d'un tel succès? Son prix attractif - trois euros? La longueur de l'ouvrage - une vingtaine de page? Un concours de circonstances - sortie du livre avant Noël? L'engouement, même inexplicable, est réel et vire au phénomène de société. On se l'arrache et les libraires peinent à alimenter leurs stocks... [Lire les cinq phrases choc de cet appel sélectionnées par L'EXPRESS.fr](#) ; **A ne pas manquer** : [Les vœux de résistance de Stéphane Hessel](#), les vœux d'un citoyen résistant à tous «*les citoyens et citoyennes qui savent résister*»

Agenda prévisionnel

➤ Pour une République Ecologique

- **12 janvier 2011 à 19h30** : Diner débat
Invité : Jean-Vincent Placé
Thème : Laïcité et Ecologie
Lieu : L'Auberge aveyronnaise, 40 rue Gabriel Lamé, 75012 PARIS

- **9 février 2011** : Diner débat
Invité : Gaby Cohn-Bendit
Lieu à déterminer

Retrouvez toutes les informations concernant l'association du Pré sur notre site internet www.republique-ecologique.fr



Bulletin d'adhésion au PRÉ

Je soussigné(e)

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

E-mail :

déclare adhérer à l'association le PRÉ et avoir pris connaissance de sa charte et de ses statuts.

Fait à Paris

le :

Signature :